



Marché ordinaire de travaux
Procédure adaptée ouverte
(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil
des procédures formalisées
Code de la commande publique)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P.

2025_001 – RÉHABILITATION DU BÂTIMENT SOUFRIÈRE

Lot N°1 : Étanchéité des toitures végétalisées
Lot N°2 : Menuiserie bois – Bardage Périphérique
Lot N°3 : Cloison – Faux Plafonds – Sol souple
Lot N°4 : Peinture
Lot N°5 : Plomberie
Lot N°6 : Électricité

Acheteur : Parc National de la Guadeloupe

Montéran
971 20 Saint-Claude
Téléphone : 0590 41 55 55
Télécopie : 0590 41 55 56



Parc national de la Guadeloupe


Montéran • 97120 Saint-Claude
Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56

www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr





SOMMAIRE

ARTICLE 1- ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT.....	4
ARTICLE 2- DÉFINITIONS.....	4
ARTICLE 3- OBJET ET NATURE DU CONTRAT DE TRAVAUX.....	4
3.1 PRÉAMBULE.....	4
3.2 DESCRIPTIF DU CONTEXTE ET DE L'EXISTANT.....	5
3.3 LIEUX D'EXÉCUTION - PÉRIMÈTRE DU PROJET.....	5
3.4 DÉCOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ.....	5
3.5 CONTRAINTES PARTICULIÈRES.....	5
ARTICLE 4- INTERVENANTS.....	6
4.1 ACHETEUR.....	6
4.2 MAÎTRISE D'ŒUVRE (MOE) ET MISSION ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC).....	6
4.3 CONTRÔLE TECHNIQUE (CT).....	6
4.4 COORDINATION SÉCURITÉ PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS).....	6
4.5 REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	7
4.6 SOUS-TRAITANCE DÉCLARÉE EN COURS DE TRAVAUX.....	7
ARTICLE 5- STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	7
5.1 NATURE DES PRESTATIONS.....	7
5.2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	7
5.3 PIÈCES COMPLÉMENTAIRES.....	7
ARTICLE 6- DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
6.1 DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
6.2 CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXÉCUTION.....	8
6.3 DÉLAIS DE REMISE ET DE VALIDATION DES DOCUMENTS.....	9
ARTICLE 7- PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	9
7.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ.....	9
7.2 VARIATION DES PRIX.....	10
7.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
7.4 CONTENU DES PRIX.....	10
7.5 FRAIS DE COORDINATION.....	11
7.6 TVA.....	11
7.7 CONDITIONS DE PAIEMENTS.....	11
7.7.1 Avance.....	11
7.7.2 Présentation des demandes de paiement.....	11
7.7.3 Périodicité et régime des paiements.....	12
7.7.4 Comptable assignataire des paiements.....	12
7.7.5 Délais de paiement.....	12
7.7.6 Retenue de garantie.....	12
ARTICLE 8- CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	13
8.1 ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	13
8.2 ORDRES DE SERVICES.....	13
8.3 PROVENANCE DES MATÉRIELS ET MATÉRIAUX.....	13
8.4 INSTALLATION DE CHANTIER.....	13
8.5 EMPRISE DES TRAVAUX – ZONES DE STOCKAGE.....	13
8.6 REGISTRE DE CHANTIER.....	13
8.7 VOIES D'ACCÈS ET CIRCULATION.....	13
8.8 INTERRUPTION POUR INTEMPÉRIES.....	14
8.9 GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT.....	14
8.10 RÉDUCTION DES NUISANCES.....	14
8.11 SUIVI DE CHANTIER.....	14

8.12 REPLI DE CHANTIER ET GESTION DES DÉCHETS.....	15
8.13 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	15
8.13.1 <i>Essais et contrôles des ouvrages</i>	15
8.13.2 <i>Niveau d'obligation prévu au marché</i>	15
8.13.3 <i>Vérification des matériels et matériaux</i>	15
8.14 DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
8.14.1 <i>Clause environnementale</i>	15
8.15 AUTRES STIPULATIONS.....	15
8.15.1 <i>Clause de réexamen et modifications du marché</i>	15
ARTICLE 9- OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16
9.1 OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRES.....	16
9.1.1 <i>Assurances</i>	16
9.1.2 <i>Devoir d'information et de conseil</i>	16
9.1.3 <i>Dégradations causées aux voies publiques</i>	16
9.1.4 <i>Obligation de vigilance</i>	17
9.1.5 <i>Protection de la main d'œuvre</i>	17
9.1.6 <i>Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption</i>	18
9.1.7 <i>Réparation des dommages</i>	18
9.1.8 <i>Sous-traitance</i>	18
9.2 OBLIGATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ.....	19
9.2.1 <i>Confidentialité et protection des données personnelles</i>	19
9.2.2 <i>Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques</i>	19
9.2.3 <i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier</i>	19
ARTICLE 10- LITIGES ET SANCTIONS.....	19
10.1 PÉNALITÉS.....	19
10.2 AUTRES STIPULATIONS.....	20
10.2.1 <i>Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaires</i>	20
10.2.2 <i>Pénalités pour retard – observations préalables à l'application</i>	20
10.2.3 <i>Pénalités pour retard – plafonnement des montants</i>	20
10.2.4 <i>Pénalités pour retard - seuil d'exonération</i>	20
10.2.5 <i>Règlement des différends</i>	20
10.2.6 <i>Résiliation pour faute</i>	21
10.2.7 <i>Tribunal compétent</i>	21
ARTICLE 11- FIN DU MARCHÉ.....	21
11.1 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	21
11.2 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	21
11.3 REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	22
11.4 RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	22
11.5 RÉCEPTION PARTIELLE.....	22
11.6 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	22
11.7 CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION.....	22
11.8 GARANTIE.....	22
11.9 RÉGIME DE GARANTIE.....	22

	Objet du contrat	Travaux de Réhabilitation du bâtiment Soufrière
	Acheteur	Parc National de la Guadeloupe - PNG
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	6 lots
	Lieu d'exécution	Siège du Parc à Saint-Claude - Guadeloupe
	Durée du marché	6 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 2\,000$
	Variation des prix	Prix fermes, actualisables, index BT50
	Nature des prix	Prix Global et Forfaitaire

ARTICLE 2- DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 3- OBJET ET NATURE DU CONTRAT DE TRAVAUX

3.1 Préambule

Le présent CCAP a pour objet les travaux de réhabilitation du bâtiment Soufrière situé sur le site du siège du Parc National de la Guadeloupe sur la commune de Saint-Claude.

Ce bâtiment a été réalisé et réceptionné en 2012 cela fait maintenant 12 ans. Le Parc National de la Guadeloupe souhaite rénover et réparer les divers désordres ou usures apparus.

Malgré un entretien régulier le bâtiment souffre de divers désordres, en particulier de problèmes d'étanchéité, de fuites qui ont créées des désordres sur les faux-plafonds, défaut du circuit de VMC, sol souple très abîmé, ainsi que de la détérioration normale des façades.

3.2 Descriptif du contexte et de l'existant

Le bâtiment Soufrière, constitué de 2 niveaux décalés dans la pente du terrain naturel, est une structure en béton armé, les deux niveaux de toitures sont des toitures plates végétalisées, l'une sur dalle béton (RdC) et l'autre sur couverture bac acier.

Il a été constaté dès 2022 des infiltrations d'eau au niveau des 2 toitures végétalisées. Les infiltrations ayant causé d'importants désordres au R+1 (effondrement des faux-plafonds, ...), des travaux de réparation de l'étanchéité de la toiture en R+1 ont été effectués en urgence en 2022 (enlèvement de la terre et pose d'une membrane PVC), la toiture n'a pas été revégétalisée à ce jour.

La toiture du RdC est à ce jour telle que construite initialement et est toujours végétalisée, néanmoins des traces d'infiltration d'eau sont visibles en sous-face de la dalle béton au RdC.

La toiture du R+1 présente une surface d'environ 240 m², et celle du RdC une surface d'environ 125 m².

Les locaux du R+1 (cf. photos en annexe) ont subi en 2022 d'important dégâts des eaux et nécessitent une réfection des faux-plafonds, cloisons, peintures, planchers, Quelques travaux d'amélioration des locaux à usage de bureaux ou de stockage sont également à prévoir (création d'une cloison, pose ou amélioration de la VMC dans certains locaux).

3.3 Lieux d'exécution - Périmètre du projet

Lieux d'exécution : Siège du Parc national de la Guadeloupe à Saint-Claude.

3.4 Décomposition de la prestation et forme du marché

Il s'agit d'un marché de travaux, passé en procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Les prestations sont décomposées comme en 6 lots, par nature de travaux :

- Lot n°1 - Étanchéité des toitures végétalisées
- Lot n°2 - Menuiserie bois – Bardage Périphérique
- Lot n°3 - Cloison – Faux Plafonds – Sol souple
- Lot n°4 - Peinture
- Lot n°5 - Plomberie
- Lot n°6 - Électricité

3.5 Contraintes particulières

Un marché de travaux relatif à l'extension de l'installation photovoltaïque du siège du PNG a été attribué fin 2024. Les travaux concernent entre autre le bâtiment Soufrière, et sont programmés au premier semestre 2025.

Ces travaux consistent en l'installation d'une centrale solaire de 12KWc en auvent au dessus de l'entrée des ateliers situés au RdC du bâtiment Soufrière.

La concomitance de ces marchés de travaux (installations photovoltaïques et présent marché de réhabilitation du bâtiment), devra être intégrée dès la période de préparation des travaux objet du présent CCAP, de manière à éviter la simultanéité des interventions notamment en toiture, et de également de manière à minimiser la gêne occasionnée pour les agents du PNG.

Il est à noter que les travaux se dérouleront dans les locaux occupés par les agents du PNG. Les titulaires des 6 lots seront confrontés à cette contrainte, et ne pourront en aucun cas se prévaloir d'une quelconque réclamation sur ce point particulier.

Le planning d'intervention dans les pièces du bâtiment Soufrière (R+1), intégrera la contrainte d'occupation des locaux, et sera bâti par le maître d'oeuvre pendant la période de préparation des travaux et sera soumis à la validation du PNG.

Ainsi, les interventions des titulaires se feront successivement une pièce après l'autre.

La prestation de déplacement des mobiliers d'une pièce à l'autre du bâtiment Soufrière pour les besoins des travaux des lots 2,3 et 4, est intégrée au Lot n°3 - Cloison – Faux Plafonds – Sol souple.

La prestation objet du lot n°1 – Étanchéité des toitures végétalisées, intègre l'intervention d'un botaniste ou d'un horticulteur local, et ce dès la phase étude et préparation des travaux. En effet, le PNG accorde une attention particulière au choix des végétaux implanté sur les toitures du bâtiment, et ce avec les objectifs suivants :

- végétaux adaptés au sites et au climat local
- facilité d'entretien
- création d'une zone favorable à la sauvegarde des insectes pollinisateurs afin de donner un rôle écologique à ce bâtiment.

Cf. également prescriptions techniques détaillées dans les lots concernés.

ARTICLE 4- INTERVENANTS

4.1 Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Parc National de la Guadeloupe**, représenté par **Mme Leslie VÉRÉPLA Directrice Adjointe**, qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

PARC NATIONAL DE LA GUADELOUPE (PNG)

Montéran 97120 SAINT-CLAUDE

Téléphone : 0590 41 55 55 Télécopieur : 0590 41 55 56

Courriel : gestion-moyensgeneraux@guadeloupe-parcnational.fr

Site internet : <https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr>

4.2 Maîtrise d'œuvre (Moe) et mission Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

La mission de Maîtrise d'œuvre est confiée à une maîtrise d'œuvre externe :

BIEB – M. Daniel SALOMON - Gérant

Agence Guadeloupe : 186, rue Ferdinand Forest ZI Jarry 971 22 Baie Mahault

Tel. : 0590 26 05 72 Mail : secretariat972@bieb.fr ; f.lefebvre@bieb.fr

BIEB assure également les missions VISA et OPC (Ordonnancement Pilotage et Coordination des travaux).

4.3 Contrôle technique (CT)

Non désigné.

Un bureau de contrôle technique pourra être désigné ultérieurement le cas échéant.

4.4 Coordination Sécurité Protection de la Santé (CSPS)

Non désigné.

Un bureau de contrôle technique pourra être désigné ultérieurement le cas échéant.

4.5 Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

Si l'une de ces personnes n'est pas en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant (de qualité et de disponibilité équivalente ou supérieure) et d'en communiquer le nom, les titres et références à l'acheteur et au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Si l'acheteur n'accepte pas le remplaçant proposé, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur. À défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux.

4.6 Sous-traitance déclarée en cours de travaux

Le soumissionnaire est tenu de désigner tous les sous-traitants connus au moment de la remise de son offre.

ARTICLE 5- STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

5.1 Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

Sauf dérogations spécifiées dans les pièces du marché, les spécifications du CCAG Travaux en vigueur s'appliquent (arrêté du 30 mars 2021).

5.2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement de chaque lot et son annexe financière (DPGF)
- le présent CCAP
- les CCTP et les pièces dessinées (dossier de plans) spécifiques à chaque lot
- le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique du titulaire
- le planning prévisionnel des travaux
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

En cas de contradiction entre les pièces du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-avant.

5.3 Pièces complémentaires

Sans objet.

ARTICLE 6- DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux spécifiés dans l'Acte d'Engagement de chaque lot.

Le délai global prévisionnel est décomposé comme suit :

- Une période de préparation et d'approvisionnement
- Une période d'exécution des travaux

Les délais de chaque période démarrent à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage émis par la Maîtrise d'Ouvrage et/ou la Maîtrise d'œuvre.

6.2 Calendrier détaillé d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé comme suit.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution précise également la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs dont l'exécution doit être impérativement respectée aux dates contractuelles ainsi fixées.

La maîtrise d'œuvre établit le calendrier détaillé d'exécution conformément à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit fournir, au plus tard 15 jours après le démarrage de la période de préparation, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution et en particulier communiquer :

- les modalités d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état ;
- les délais d'exécution (ces délais devant être fractionnés selon les phases successives d'intervention, le cas échéant) ;
- la succession des différentes phases et des différentes tâches en incluant le nombre de personnes et d'heures par jour envisagé ;
- les moyens matériels prévus y compris en engins de chantier ;
- les délais d'approvisionnement ;
- les contraintes particulières résultant des ouvrages à réaliser ou des méthodes proposées, notamment les contraintes de préfabrication ou d'approvisionnement ;
- les contraintes particulières telles que la nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements préalables divers.
- les risques particuliers
- tout document technique, avis, note de calcul et certificat de conformité concernant les matériaux, matériels et prescriptions de mise en œuvre ;

En cas de retard dans la communication de ces renseignements ou des pièces visées ci-dessus dans les délais légaux ou dans les délais fixés au calendrier détaillé d'exécution, il sera appliqué au titulaire une pénalité dans les conditions fixées au présent CCAP.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose chaque marché, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne, ainsi que le ou les chemin(s) critique(s) de l'opération, les essais et opérations préalables à la réception.

Le maître d'œuvre le soumet à l'approbation du pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la fin de la période de préparation. Il est ensuite notifié par ordre de service du maître d'œuvre aux titulaires des

marchés avec copie le cas échéant au contrôleur technique, au coordinateur S.P.S, au maître d'ouvrage. Jusqu'à cette notification le calendrier prévisionnel d'exécution demeure valable.

Le calendrier détaillé d'exécution permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Il est précisé qu'à l'occasion de la mise au point de ce calendrier, le titulaire a accepté les contraintes techniques des délais imposés par les autres lots. Le titulaire ne peut pas prétendre remettre en cause des délais du calendrier d'exécution des travaux, si en cours d'exécution il signale au Maître d'Œuvre une erreur ou omission figurant dans un document dont il a pu prendre connaissance avant la signature de son marché et qu'il est donc réputé connaître.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution qui lui sont notifiés dans le calendrier d'exécution des travaux, même en période de congés annuels.

Evolution du calendrier d'exécution pendant les travaux

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par la MOE dans le cadre de sa mission OPC, afin notamment de tenir compte des exigences de coordination du projet ou des délais requis pour obtenir les approbations et autorisations des pouvoirs publics ayant compétence sur le projet.

Au cours du chantier la maîtrise d'oeuvre peut modifier le calendrier dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des lots. A défaut d'accord formel du titulaire dans les 7 jours suivant proposition de la MOE, celle-ci est réputée acceptée.

Toute prolongation de délai au-delà de ce délai contractuel fait l'objet du dispositif prévu à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux, ainsi modifié, remplace alors le calendrier détaillé d'exécution établi lors de la préparation de chantier. Il est notifié par ordre de service de l'acheteur aux titulaires.

En cas de retard constaté du titulaire et considéré comme préjudiciable par la maîtrise d'œuvre au vu du calendrier détaillé d'exécution et du chemin critique, la maîtrise d'œuvre peut imposer par ordre de service au titulaire les moyens à mettre en œuvre pour rattraper le dit retard.

6.3 Délais de remise et de validation des documents

Tout document demandé par le maître d'ouvrage ou par le maître d'œuvre aux titulaires, doit leur être remis dans un délai de 10 jours calendaires sous peine d'application des pénalités prévues au 10.1.

Tous les documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire concerné avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

ARTICLE 7- PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1 Nature et contenu des prix du marché

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire, un DPGF par lot (cf. annexe financière à l'Acte d'Engagement de chaque lot).

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

7.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

L'actualisation est effectuée par application aux prix de chaque lot d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Prix actualisé (P) = Prix initial du marché (P0) x Cn

Où I_0 et $I(d-3)$ sont des valeurs prises respectivement au mois zéro (M_0) et au mois $d-3$ ($M(d-3)$) par l'index de référence I du lot considéré sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois zéro (M_0).

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Date de fixation des prix : mois M_0 = mois de remise de l'offre par le titulaire ou mois de remise de l'offre finale en cas de négociation.

Date de début d'exécution des prestations = date de notification de l'OS de démarrage de la période de préparation.

L'index de référence applicable à l'ensemble des lots est le suivant : **BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010**

Le cas échéant, le titulaire fournit avec son premier projet de décompte mensuel le calcul des coefficients d'actualisation avec justifications à l'appui.

7.3 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de dénoncer le marché si la hausse des prix est supérieure à 5 %, après une mise en demeure adressée au titulaire et sans que le prestataire puisse prétendre à aucune indemnité.

7.4 Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

7.5 Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

7.6 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

7.7 Conditions de paiements

7.7.1 Avance

Conformément à l'Art. R2191-3 du Code de la Commande Publique, et sauf renoncement du titulaire (à préciser dans l'AE au moment de l'offre), le versement d'une avance est prévu lorsque le montant initial du lot concerné est supérieur à 50 000€ H.T..

L'option B du CCAG travaux s'applique. Le cas échéant, le taux de cette avance est fixé à 20 %.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

Le remboursement de l'avance débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC.

7.7.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 10.4 et suivants du C.C.A.G.-Travaux.

La facture afférente au paiement devra mentionner, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro d'inscription au SIRET et RCS
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- (un relevé d'identité bancaire ou postal sera joint à la première facture)
- la date et le numéro de la facture
- la référence du marché et le numéro de lot
- N° du bon de commande (Engagement Juridique)
- le pourcentage d'avancement des travaux
- le montant hors taxe de la prestation correspondante, éventuellement ajusté ou remis à jour
- le rappel des prestations déjà facturées (cumul situations antérieures)
- le montant correspondant au remboursement de l'avance le cas échéant

- le taux et le montant de la TVA
- le montant total des prestations admises HT et TTC

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET du PNG est le suivant : 189 710 080 00020

7.7.3 Périodicité et régime des paiements

Les paiements sont mensuels et les prestations du contrat sont réglés par acompte.

7.7.4 Comptable assignataire des paiements

Monsieur Frédéric DEVAUX
Agent comptable de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et des établissements rattachés
125 impasse Adam Smith
Immeuble Tabella, ZAC aéroport
34470 Perols
Téléphone : 04 67 41 67 47
Télécopie : 04 67 52 82 12

7.7.5 Délais de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

7.7.6 Retenue de garantie

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas accepté par l'Acheteur.

ARTICLE 8- CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

8.1 Études d'exécution

Le titulaire de chaque lot établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Dans le cadre de sa mission VISA, Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

8.2 Ordres de services

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

8.3 Provenance des matériels et matériaux

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

8.4 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Cf. spécifications particulières du CCTP.

8.5 Emprise des travaux – Zones de stockage

La zone d'emprise des travaux ainsi que les zones de stockage des matériels et matériaux, seront définies pendant la période de préparation du chantier, en présence du titulaire, du maître d'œuvre et du représentant de l'acheteur.

8.6 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas imposée au titulaire.

8.7 Voies d'accès et circulation

Les voies d'accès aux zones de travaux seront maintenues par le titulaire en parfait état de propreté.

Le titulaire veillera à laisser un passage sécurisé pendant les travaux pour le grand public.

8.8 Interruption pour intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux. Le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépasse son intensité limite et entraîne un arrêt de travail sur le chantier :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	30 mm/jour	1 jour
Pluie	150 mm/jour cumulés	7 jours consécutifs

L'entrave à l'exécution doit être réellement constatée et validée par le maître d'ouvrage. En conséquence, l'entrepreneur est invité à signaler immédiatement de manière formelle l'arrêt du chantier par tout moyen à sa convenance.

Le lieu de constatation des intensités du phénomène naturel est la station météorologique du Raizet 971 Guadeloupe.

8.9 Gestion des eaux de ruissellement

La réalisation des travaux ne devra en aucune manière gêner l'écoulement des eaux pluviales.

Les travaux devront autant que possible être réalisés à sec. Le titulaire prendra à sa charge toutes les mesures nécessaires à cette fin.

8.10 Réduction des nuisances

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels le cas échéant, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de la maîtrise d'oeuvre.

8.11 Suivi de chantier

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, la maîtrise d'oeuvre, le représentant du maître d'ouvrage et le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Ces réunions sont fixées par le maître d'oeuvre dès la notification du démarrage de la période de préparation.

Le compte-rendu est rédigé par le maître d'oeuvre.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Les représentants de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'oeuvre se réservent le droit de procéder à des visites imprévues en dehors des visites périodiques.

8.12 Repli de chantier et gestion des déchets

L'entreprise devra veiller au parfait nettoyage du chantier, à la remise en état des lieux et à l'évacuation complète des déchets, le cas échéant vers des centres de traitement agréés.

8.13 Vérification des prestations

8.13.1 Essais et contrôles des ouvrages

Lorsque le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire, les frais afférents sont à la charge du titulaire.

8.13.2 Niveau d'obligation prévu au marché

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

8.13.3 Vérification des matériels et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

8.14 Développement durable

8.14.1 Clause environnementale

Le PNG sera particulièrement vigilant concernant le respect de ces obligations en matière de protection de l'environnement., en particulier en matière de gestion des déchets de chantier.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

En cas de manquement constaté, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée (cf. 10.1 du présent CCAP).

8.15 Autres stipulations

8.15.1 Clause de réexamen et modifications du marché

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 9- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 Obligations courantes du titulaires

9.1.1 Assurances

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Chaque titulaire doit justifier de la validité de son assurance RCP dans un délai de quinze jours à compter de l'attribution du contrat et avant tout début d'exécution, par transmission d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

S'agissant de la réhabilitation d'un bâtiment, chaque titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

9.1.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.1.3 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

9.1.4 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

9.1.5 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

9.1.6 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.1.7 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

9.1.8 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Dès validation et signature de l'acte spécial de déclaration du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de la déclaration qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Pour le cas où des prestations viendraient à nécessiter l'intervention d'une entreprise sous-traitante en cours de marché, le titulaire transmettra à la validation de l'acheteur et de la maîtrise d'œuvre, le dossier complet de déclaration du sous-traitant.

9.2 Obligations liées à la sécurité

9.2.1 Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

9.2.2 Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière.

Le titulaire informe, par écrit, les services compétents, cinq jours au moins avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

Une attention particulière sera apportée à la signalétique et à la sécurisation des zones de travaux accessibles au public (sentiers de randonnée, aire de pique-nique, ...).

9.2.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

ARTICLE 10- LITIGES ET SANCTIONS

10.1 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 2000$. Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT du bon de commande correspondant R : nombre de jours calendaires de retard
Absence à une réunion de chantier	En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le PNG ou le cas échéant par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, en cas de représentation par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier 200,00 €
Manquement pour manquement à l'application des prescriptions de la clause environnementale	En cas de manquement constaté par le maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de : 200€ / manquement constaté
Remise de la documentation	En cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
prévue au contrat	50,00 € Par jour calendaire de retard
Repliement du chantier et remise en état des lieux	En cas de retard par rapport au délai imparti 200,00 € Par jour de retard

10.2 Autres stipulations

10.2.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaires

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

10.2.2 Pénalités pour retard – observations préalables à l'application

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

10.2.3 Pénalités pour retard – plafonnement des montants

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **20 %** du montant total hors taxes du lot considéré.

10.2.4 Pénalités pour retard - seuil d'exonération

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, les pénalités pour retard le titulaire est exonéré des pénalités si le montant total ne dépasse pas 500 €.

10.2.5 Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

10.2.6 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

10.2.7 Tribunal compétent

A défaut de parvenir à un accord à l'amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

En cas de contentieux, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif dans le ressort duquel se situe le Parc National de la Guadeloupe :

Tribunal Administratif de Basse-Terre

34, chemin des Bougainvilliers

Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

ARTICLE 11- FIN DU MARCHÉ

11.1 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément au 40.1 du CCAG travaux, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), seront remis au plus tard au moment de la demande de réception des travaux.

Ainsi, le titulaire remettra au maître d'oeuvre pour Visa, au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux, les documents suivants :

- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- tout autre document permettant d'attester de la provenance et de la conformité des matériaux, matériel et équipements mis en œuvre.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

11.2 Propriété intellectuelle

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

11.3 Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

11.4 Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations des lots prévus au contrat. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

11.5 Réception partielle

Sauf retard excessif ou résiliation, les différentes prestations du contrat ne peuvent pas faire l'objet d'une réception partielle. L'ensemble des lots seront réceptionnés à l'achèvement des travaux.

11.6 Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à **2 %** du montant H.T. annuel maximum de l'accord-cadre, diminué du montant des prestations déjà réalisées dans la période concernée.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

11.7 Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

11.8 Garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 1 An, à compter de la date de réception des travaux.

11.9 Régime de garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 15 jours pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Travaux 2021 :

L'art. 5.2 du présent CCAP déroge à l'art. 4.1 du CCAG Travaux

L'art. 8.6 du présent CCAP déroge à l'art. 28.5 du CCAG Travaux

L'art. 9.1.3 du présent CCAP déroge à l'art. 34.1 du CCAG Travaux

L'art. 10.1 du présent CCAP déroge à l'art. 19.2.3 du CCAG Travaux

L'art. 10.2.3 du présent CCAP déroge à l'art. 19.2.2 du CCAG Travaux

L'art. 10.2.4 du présent CCAP déroge à l'art. 19.2.1 du CCAG Travaux

A Saint-Claude, le 23/01/25

La Directrice



Leslie VÉRÉPLA Directrice Adjointe – Directrice par intérim